



**Ce qui était odieux sous
Sarkozy l'est encore sous
Hollande**

POUR LA REGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Signataires de cet appel

RESF

FSU

CGT

MRAP

FOL

FCPE

PCF

Carrefour Laïque Privas

Droit devant

RIVADH

SOS Racisme

ASTI 26

*Collectif de défense des
sans droits et des sans
papiers 26-07*

Nous exigeons :

- la scolarisation des enfants**
- le droit au travail**
- le droit à un logement**
- le droit à la santé**
- la ratification par la France de
la Convention des Nations Unies sur
la protection des droits des
travailleurs migrants (adoptée en
1990)**
- le réexamen du Code de Séjour
des étrangers et des demandeurs
d'asile (CESEDA)**
- la pleine restauration du droit
d'asile**

MANIFESTATION

MERCREDI 24 OCTOBRE

à 17h, à Privas, devant la Préfecture de l'Ardèche

Pour que les choses soient dîtes !

Dix ans de discours stigmatisants à l'encontre des étrangers.

Dix ans de politiques et de pratiques de plus en plus répressives conduisant au recul du respect des droits fondamentaux.

Toutes ces années ont créé beaucoup de souffrances et d'humiliation et aussi provoqué des déchirures graves dans le tissu social de notre pays. La banalisation de discours ouvertement xénophobes, légitimés par des paroles et des actes portés par les autorités de l'Etat, en est la conséquence.

La lutte de plus de 8 mois engagée à partir de 2008 par plusieurs milliers de travailleurs sans papiers, a permis de faire changer la perception de ces migrants dans l'opinion publique, élément déterminant dans le combat contre les idées du Front National, qui a contribué à la défaite de Sarkozy, malgré sa contre-offensive (discours de Grenoble). Cette lutte a obligé l'UMP à reculer, faire des ouvertures et permis la régularisation de nombreux travailleurs sans papiers qui vivent ici, qui bossent ici et donc qui restent ici, les rétablissant ainsi dans leurs droits.

François Hollande dans sa lettre réponse aux questions de RESF, a affirmé vouloir mener « une autre politique migratoire fondée sur des règles transparentes, stables et justes (...) et conduites dans le respect de la dignité de tous les êtres humains qui sont sur notre territoire. »

On ne comprendrait pas que la présidence de François Hollande ne soit pas marquée par une **rupture** avec ces dérives politiques et morales.

Un premier signe de rupture avec l'approche sécuritaire de la politique d'immigration serait de la sortir de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

Même si ses engagements ont été limités et prudents, sa volonté devrait marquer une rupture avec la xénophobie d'Etat.

Il y a urgence

Urgence de promouvoir un changement du regard porté sur les étrangers vivant parmi nous dans un souci de justice, d'égalité et de fraternité.

Urgence de transformer les relations sociales, de construire une société hospitalière et la possibilité d'un « vivre ensemble » porteur d'espoir pour tous les habitants de ce pays.

Urgence de transcrire dès maintenant ces valeurs dans des mesures concrètes concernant les migrants pour assurer le respect des droits humains, la justice et la solidarité.

Bien plus que matérielle, la difficulté actuelle est politique : il faut trouver le courage de reconnaître publiquement que ce qui était odieux sous Sarkozy ne doit pas être accepté sous Hollande. Si une loi est injuste, il faut la changer.